

Turquie : les Loups gris et les « gardiens de quartier »

Berne, le 22 juillet 2025

Mentions légales

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Tél. 031 370 75 75

Courriel : info@osar.ch

Site web : www.osar.ch

IBAN : CH92 0900 0000 3000 1085 7

Version disponible en français et en allemand

COPYRIGHT

© 2025 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction.....	4
2	Les loups gris	4
3	Les « gardiens de quartier/nuit » (bekçi)	7
4	Capacité et volonté de protection de l'État pour des victimes des Loups gris	8
5	Sources	9

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert·e·s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert·e·s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Comment agissent les Loups gris dans la Turquie d'aujourd'hui (actes de violence, meurtres ?) ?
2. Dans quelle mesure les Loups gris sont-ils protégés, voire soutenus par le gouvernement ?
3. Peut-on supposer que la Turquie tiendra les membres des Loups gris responsables de leurs actes et protégera les populations menacées, en particulier les Kurdes ?
4. Qui/que sont les « bekcis » ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Turquie depuis plusieurs années¹. Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert·e·s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Les Loups gris

Les *Loups gris* sont un mouvement ultranationaliste turc prônant la suprématie ethnique et le dénigrement des minorités. Aujourd'hui, ils forment un réseau décentralisé mêlant politique et crime organisé. Pour le média *Voice of America* (VOA), les *Loups gris*, ou *Ülkü Ocakları* (Foyers idéalistes), sont un groupe ultra-nationaliste turc. Ils constituent la branche jeunesse du parti d'extrême droite MHP (Parti d'action nationaliste), allié actuel du président Erdogan (VOA, 9 décembre 2020). Pour les *Services de renseignement intérieurs* allemands (BfV), le mouvement « *Ülkücü* » (Loups gris) est un mouvement dont l'idéologie s'inscrit dans l'extrême droite nationaliste turque, marquée par des composantes antisémites et racistes, et qui puise ses racines dans le panturquisme et le turanisme. Le panturquisme se fonde sur l'idée d'une origine ethnique commune à l'ensemble des peuples turcs et sur la volonté de les rassembler au sein d'une même patrie placée sous la direction des Turcs. Cet empire idéal prendrait alors le nom de « Turan ». Cette idéologie comprend également des éléments antisémites et racistes d'extrême droite. Les *Loups gris* aspirent ainsi à la création du grand empire « Turan » qui s'oriente vers les frontières historiques ou va même au-delà, englobant toutes les zones de peuplement des peuples turcs. Ces idées s'accompagnent d'un nationalisme fort, valorisant la turquité comme culture et nationalité supérieures, et dénonçant divers adversaires perçus, tels que Arméniens, Grecs, Juifs ou Kurdes (BfV, septembre 2023). *Medyanews*, un site d'information pro-kurde, estime également que l'idéologie des *Loups gris* repose sur l'exaltation de l'identité ethnique turque, souvent au détriment des minorités. Ils appellent à combattre le communisme, le capitalisme, le fascisme et l'impérialisme, au nom d'un nationalisme radical et du mythe pan-turc de Turan. Jugée incompatible avec les valeurs démocratiques, cette idéologie prône la suprématie turque et désigne de nombreux groupes — Kurdes, Arméniens, Grecs, Juifs, Occidentaux, entre autres — comme

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine

des ennemis, nourrissant ainsi un discours profondément diviseur (*Medyanews*, 29 septembre 2024). Selon le courriel envoyé le 17 juillet 2025 à l'OSAR par *une personne de contact, qui est un expert de la Turquie et de la question kurde*, aujourd'hui, les *Loups gris* sont davantage un ensemble de différents groupes qui partagent un engagement déclaré envers l'ultranationalisme turc plutôt qu'une organisation unique et centralisée. Ces groupes, dont beaucoup relèvent tout autant du crime organisé que de la politique, se font parfois concurrence et s'entretuent.

Depuis les années 1980, le MHP et les Loups gris ont renforcé leur influence, jusqu'à s'allier à l'AKP d'Erdogan en 2018. Pour la *Radio-télévision belge de la Communauté française* (RTBF), depuis la répression qui a suivi le coup d'État militaire de 1980, le MHP et les *Loups gris* ont regagné en influence. Le MHP est devenu un acteur politique majeur, régulièrement allié à d'autres partis de droite, tandis que les *Loups gris* ont élargi leur réseau en s'implantant dans différents secteurs de la société, des services de renseignement et de l'armée jusqu'aux forces de police (RTBF, 6 juillet 2024). Pour *Middle East Eye* (MEE), depuis que Devlet Bahçeli a pris la tête du MHP, en 1997, le parti et les *Loups gris* affichent une image plus modérée, affirmant leur attachement à la démocratie libérale et tempérant l'expression de leur nationalisme ethnique. Selon leurs détracteurs, toutefois, cette modération ne serait qu'une façade. En 2015, l'AKP du président Erdogan est revenu sur de nombreuses réformes pro-Kurdes des années 2000 et s'est engagé dans une politique étrangère plus agressive tout en embrassant un discours nationaliste plus dur. Cela a facilité un rapprochement entre le MHP et l'AKP. En 2018, les deux partis ont noué une alliance électorale (MEE, 16 novembre 2020).

Existence d'un réseau clandestin associant responsables politiques, services de sécurité, milices ultranationalistes et mafia. Selon l'expert sur la Turquie, *Gareth Jenkins*, le scandale de Susurluk, en 1996, a mis en évidence l'existence d'un réseau clandestin liant l'appareil d'État turc, les milices ultranationalistes des *Loups gris* et le crime organisé. Ce scandale éclate lorsqu'un accident de voiture révèle dans un même véhicule un chef de police, un député et Abdullah Çatlı, figure des *Loups gris*, mafieux recherché et trafiquant de drogue protégé par l'État. Dès les années 1980, les services secrets turcs avaient recruté des ultranationalistes du milieu criminel, leur garantissant l'impunité en échange d'assassinats ciblés contre l'*Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie* (ASALA) puis le *Parti des travailleurs du Kurdistan* (PKK), tout en leur permettant de contrôler des routes du narcotrafic. Ces pratiques s'inscrivaient dans un système plus large, qualifié de « deep state », où armée, gendarmerie et ministère de l'Intérieur menaient des opérations illégales financées par des fonds occultes. Le rapport parlementaire de 1997 confirma l'ampleur de ces liens, estimant à plusieurs milliers les assassinats et disparitions commis, surtout dans le sud-est kurde (*Gareth Jenkins*, 1^{er} mai 2008).

Attaques et violences en Turquie entre les années 1970 et 1990. Selon VOA, depuis leur création en 1968, les *Loups gris* ont été impliqués dans de nombreuses violences politiques, principalement dirigées contre des leaders de gauche, des Kurdes, et la minorité alévie en Turquie (VOA, 9 décembre 2020). Pour le *Parlement européen*, dans les années 1970 et 1980, les *Loups gris* ont commis des actes de violence en Turquie contre des opposants politiques (*Parlement européen*, 10 novembre 2020). Selon MEE, ce mouvement est responsable d'actes de violence, notamment des meurtres visant des militant·e·s de gauche, des communistes, des Kurdes, des Arménien·ne·s et d'autres minorités de Turquie. Certains de

ces meurtres auraient été commis en coopération avec l'Organisation nationale du renseignement (MIT) (MEE, 16 novembre 2020).

Les *Loups gris* continuent de commettre des actes de violence en Turquie, dont des attaques contre des étudiants kurdes, des actions motivées tant par le crime organisé que par des raisons politiques, leurs victimes étant souvent des personnes perçues comme opposées aux Turcs, notamment des Kurdes et des “gauchistes”. *France 24* rapporte qu'en juin 2021, Deniz Poyraz, militante du parti pro-kurde *Parti démocratique des peuples* (HDP), a été assassinée lors d'une attaque armée contre les locaux du parti à Izmir. Le suspect, lié idéologiquement aux *Loups gris*, a affirmé avoir visé le HDP par haine du PKK (*France24*, 18 juin 2021). Selon le site d'information *Gazete Duvar*, en avril 2022, des membres du groupe *Loups gris* ont attaqué un groupe d'étudiant·e·s kurdes qui exécutaient la danse folklorique traditionnelle halay dans la province méridionale de Karaman. L'attaque se serait produite dans l'université Karamanoğlu Mehmet Bey, les agresseurs enfermant les étudiant·e·s kurdes dans un entrepôt et les passant à tabac. A la suite à cette attaque, le barreau de Diyarbakır a publié une déclaration indiquant qu'il suivrait la question afin qu'une « enquête efficace soit menée » (*Gazete Duvar*, 11 avril 2022). La *personne de contact* confirme également que les *Loups gris* continuent de se livrer à des actes de violence, même si ceux-ci sont probablement davantage motivés par des objectifs commerciaux (c'est-à-dire le crime organisé) que politiques. Pour la *personne de contact*, il est souvent difficile de déterminer si un meurtre est motivé par des raisons politiques ou par le crime organisé, ou les deux. Cela dit, les *Loups gris* s'en prennent bel et bien à des militant·e·s kurdes non violent·e·s et non criminel·e·s. La *personne de contact* estime que la plupart des actes de violence commis par les *Loups gris* sont désormais le fait de membres ayant des liens avec le crime organisé. Mais leurs victimes ne sont pas toujours liées au crime organisé. Il peut s'agir de Kurdes, de “gauchistes” ou de personnes considérées comme opposées aux Turcs.

Influence au sein de la diaspora turque et ciblage des militant·e·s kurdes en Europe. Selon VOA, les *Loups gris* ont fait ces dernières années l'objet d'une certaine attention en Europe, notamment après leur interdiction par les autorités françaises en novembre 2020, en raison d'actions violentes et d'incitation à la haine. Selon un journaliste turc cité par VOA, l'idéal nationaliste des *Loups gris* reste actif en Europe, même sans structure officielle. Il affirme que l'absence d'organisation formelle ne signifie pas l'inexistence d'un mouvement politique identitaire qui se reconnaît sous ce nom. Selon VOA, la « Fédération turque », une organisation faïtière regroupant des associations de la diaspora affiliées idéologiquement au MHP, est souvent perçue comme le prolongement officieux des *Loups gris* en Europe (VOA, 9 décembre 2020). Le Parlement européen estime également que les *Loups gris* sont implantés dans plusieurs pays européens et développent une forte influence au sein des différentes communautés turques à travers des réseaux de milliers de personnes (*Parlement européen*, 10 novembre 2020). Selon la *personne de contact*, les *Loups gris* (principalement des membres de groupes criminels organisés) sont très actifs au sein de la diaspora turque, où ils sont connus pour cibler les militant·e·s kurdes, en particulier celles et ceux soupçonné·e·s d'être affilié·e·s au PKK. Mais la violence vise également les groupes criminels organisés, notamment kurdes sympathisants du PKK.

3 Les « gardiens de quartier/nuits » (bekçi)

Depuis 2016, le gouvernement d'Erdoğan a rétabli les « bekci », gardiens de quartier dotés de pouvoirs élargis proches de ceux de la police. L'opposition accuse le régime de créer une milice partisane au service de son idéologie conservatrice. Selon *Al-Jazeera*, les « gardiens de quartier », appelés « bekci », sont des agent·e·s historiquement chargé·e·s de la surveillance des quartiers. Abolie en 2008, cette force a été rétablie par le gouvernement d'Erdoğan après la tentative de coup d'État de 2016. Elle compte aujourd'hui plus de 21 000 membres, y compris des femmes. En juin 2020, le Parlement turc a adopté une loi accordant à cette force des pouvoirs quasi équivalents à ceux de la police nationale. Ces agent·e·s pourront désormais porter des armes à feu, arrêter des véhicules, contrôler l'identité des personnes et effectuer des fouilles corporelles. En revanche, elles et ils ne sont pas autorisé·e·s à arrêter ni à interroger des suspects. La loi a été adoptée avec le soutien du parti au pouvoir et de son allié nationaliste, malgré une vive opposition. Les partis d'opposition dénoncent une mesure dangereuse, craignant une dérive sécuritaire et une menace pour les droits humains. Ils accusent le gouvernement de vouloir créer une milice partisane fidèle à son pouvoir, d'autant plus que le processus de recrutement des bekci est jugé opaque. L'opposition redoute également que cette force, opérant de nuit, ne devienne une « police des mœurs », en lien avec l'idéologie religieuse et conservatrice du régime (*Al-Jazeera*, 11 juin 2020). Selon la *personne de contact*, le président Erdoğan a introduit le système des « gardiens de quartier », qui trouve ses précédents à l'époque ottomane. Dans la pratique, ils constituent une force de police supplémentaire qui patrouille dans les quartiers et surveille non seulement les criminels, mais aussi les personnes dont le comportement est jugé incompatible avec les « valeurs islamiques ».

HRW signale des violences policières en Turquie, impliquant policiers et « bekçi », incluant tabassages, arrestations brutales et usage de chiens contre des civils. Dans un rapport publié en juillet 2020, *Human Rights Watch* (HRW) a alerté sur de graves abus commis par la police turque et les gardiens de nuit (« bekçi ») à l'encontre d'au moins quatorze personnes, dans six incidents distincts survenus à Diyarbakır et Istanbul en 2020. Selon HRW, ces cas révèlent un schéma inquiétant d'arrestations violentes, de passages à tabac et d'autres formes de mauvais traitements en garde à vue. Dans certains cas, la police aurait utilisé des chiens contre des personnes à leur domicile, causant des morsures visibles. D'autres affaires concernent des suspects arrêtés après des fusillades impliquant des policiers, dont les photos, montrant des blessures, ont été publiées sur des comptes privés de réseaux sociaux (HRW, 29 juillet 2020).

Les gardiens de quartier agissent avant tout pour l'État, mais pourraient indirectement coopérer avec les Loups gris selon leur présence et leur influence locale. Pour la *personne de contact*, les gardiens de quartier ne travaillent pas spécifiquement avec les Loups gris, mais sont plutôt les yeux et les oreilles de l'État. Le fait qu'ils signalent ou non quelque chose aux Loups gris dépend de la présence ou non de ces derniers dans la zone concernée, et de leur identité.

4 Capacité et volonté de protection de l'État pour des victimes des Loups gris

Absence d'enquêtes sérieuses de l'État sur les violences policières. Climat d'impunité.

HRW déplore que, concernant les graves abus commis par la police turque et les "gardiens de quartier", les autorités turques aient largement rejeté les allégations sans mener d'enquêtes sérieuses, accusant systématiquement les victimes d'avoir résisté à leur arrestation. L'organisation souligne qu'un climat d'impunité persiste depuis la tentative de coup d'État de 2016, marquant une résurgence des cas de torture et de mauvais traitements. Pour HRW, l'absence de réactions fortes de la part des hauts responsables politiques, combinée à une volonté apparente d'étouffer les plaintes, a contribué à aggraver la situation. Aucune justice n'a été rendue dans les affaires documentées ces dernières années (HRW, 29 juillet 2020).

Après une attaque des Loups gris contre des étudiant·e·s kurdes, les autorités ont nié l'incident avant d'ouvrir une enquête. Le recteur de l'université aurait rencontré la section locale des Loups gris. Comme le relate le site d'information *Gazete Duvar*, suite à l'attaque d'étudiants turcs par des membres des Loups gris dans la province de Karaman, en avril 2020, le bureau du gouverneur de Karaman aurait affirmé qu'« aucun incident ni problème » ne s'était produit dans l'enceinte de l'université. Le bureau a toutefois dû se résoudre à ouvrir une enquête suite à la plainte déposée par la famille d'un des étudiants battus. *Gazete Duvar* signale, par ailleurs, que peu après l'attaque, le recteur de l'université se serait rendu à la section des Loups gris de Karaman (*Gazete Duvar*, 11 avril 2022).

Sept membres des Loups gris condamnés pour avoir agressé un journaliste, mais plusieurs responsables clés échappent à la justice. Selon le media *Bianet*, un site d'information turque axée sur le journalisme indépendant, en mai 2024, sept membres des Loups gris ont été condamnés à Kayseri, dans le centre de la Turquie, à des peines de prison de plus de onze ans pour l'agression d'un journaliste en 2022. *Bianet* relève que Ali Çelik, vice-président des Loups gris, qui est accusé d'avoir organisé l'attaque, a échappé aux poursuites en raison de preuves insuffisantes. Le média en ligne cite la victime des attaques, Azim Deniz, qui déplore que seuls sept des 50 personnes impliquées dans l'attaque aient été jugées. Une autre personne interrogée par *Bianet*, le représentant en Turquie du Comité pour la protection des journalistes (CPJ), Özgür Öğret, a également regretté que la plupart des agresseurs n'aient pas été poursuivis, mais il a néanmoins salué la décision du tribunal, soulignant que ce jugement était un pas dans la bonne direction dans la lutte contre l'impunité des violences contre les médias en Turquie (*Bianet*, 22 mai 2024).

Les liens entre les Loups gris et l'État dépendent de réseaux locaux d'influence. Si certains membres peuvent échapper à des poursuites, les victimes kurdes, surtout perçues comme proches du PKK, ne bénéficient pratiquement jamais de protection de l'État. Selon la *personne de contact*, les relations entre les Loups gris et l'État turc sont complexes et dépendent en grande partie de l'existence de contacts entre le groupe et une personne influente au sein de l'État turc, ainsi que de la présence du groupe dans une région où cette personne exerce son influence. Des membres des Loups gris responsables de menaces ou d'actes de violence pourraient bénéficier d'une protection de l'État et éviter des poursuites, mais cela dépend largement de leur identité, du lieu et du moment de l'attaque. Cette protection pourrait être accordée ou pas. En ce qui concerne une éventuelle protection de l'État pour la victime, la *personne de contact* indique ne pas connaître un seul cas où l'État

turc ait fourni une protection efficace à une personne kurde, qui soit connue pour être un militant, en particulier si elle est soupçonnée d'être affiliée au PKK. La personne de contact estime qu'une personne kurde menacée par les *Loups gris* ne peut pas espérer de protection de la part de l'État turc, non pas tant en raison de l'identité des agresseurs, mais plutôt parce que la victime est kurde.

5 Sources

Al Jazeera, 11 juin 2020:

« Turkey's Parliament has approved a contentious government-proposed bill that will grant neighbourhood watchmen powers that are almost on a par with the country's police force.

The bill was passed overnight on Thursday with backing from President Recep Tayyip Erdogan's ruling party and its nationalist ally, despite opposition parties' concerns that the legislation empowers an under-qualified force and will lead to human rights violations and a further erosion of freedoms.

It was approved after days of tense debate that culminated in violence on Tuesday, with an opposition legislator saying he was punched by a politician from the nationalist party.

The watchmen, known as "bekci", traditionally guarded neighbourhoods and parks and were armed only with batons and whistles.

The force was abolished and folded into the police in 2008, but Erdogan's government revived it following a failed coup attempt in 2016.

The bill allowed the more than 21,000 neighbourhood guards – who now also include women – to use firearms, to stop vehicles, carry out ID checks and conduct body searches. The guards cannot arrest or interrogate suspects.

The government and its nationalist ally insist the neighbourhood guards meet a need for an auxiliary force to assist police and that the new powers will facilitate police operations. They argue that neighbourhoods have become safer since the force was revived.

The main opposition, pro-secular Republican People's Party (CHP), and two other opposition parties voted against the proposal, calling it an attempt by the government to form a loyal militia.

They have also voiced concerns that the force, which operates at night, would act as "morality police" in line with the government's conservative and religious values.

The opposition argued that recruitment to the neighbourhood guards is opaque, and has lead to suspicions that those enrolled are chosen among ruling party supporters. [...] »

Source: Al Jazeera, Turkey grants increased power to neighbourhood watchmen, 11 juin 2020:

<https://www.aljazeera.com/news/2020/6/11/turkey-grants-increased-power-to-neighbourhood-watchmen>

BfV, septembre 2023:

« Ursprung der „Ülkücü“-Ideologie

Die Ideologie der rechtsextremistischen türkischen „Ülkücü“-Bewegung entstand Mitte des 20. Jahrhunderts in der Türkei. Sie ist historisch geprägt und basiert unter anderem auf den Erinnerungen an das ehemalige Osmanische Reich. Die „Ülkücü“-Ideologie fußt dabei auf einer nationalistischen, antisemitischen und rassistischen rechtsextremistischen Ideologie, deren Wurzeln im Panturkismus/Turanismus liegen.

Panturkismus/Turanismus

Der Panturkismus basiert auf der Idee eines gemeinsamen ethnischen Ursprungs aller Turkvölker, verbunden mit dem Bestreben, diese Völker in einer gemeinsamen Heimat, unter Führung der Türken, zu vereinigen. Dieses gemeinsame Reich soll dann die Bezeichnung „Turan“ tragen. Je nach Auffassung könnte sich dieses dann vom Balkan bis nach Westchina oder Japan erstrecken.

Die ideologische Bandbreite der Bewegung reicht von einem nationalistischen Kemalismus bis in den Randbereich des Islamismus. Dabei beinhaltet die Ideologie neben übersteigerten nationalistischen auch antisemitische und rassistische rechtsextremistische Elemente.

Kemalismus

Der Kemalismus, benannt nach Mustafa Kemal Atatürk, wird oft auch als Gründungsideologie der 1923 ausgerufenen Republik Türkei bezeichnet. Deren kennzeichnende Merkmale waren unter anderem der Laizismus, also die strikte Trennung von Staat und Religion, und ein starker Nationalismus, also das Gegenteil des religiös geprägten, multiethischen Osmanischen Reichs. Ferner sollte mit umfangreichen Reformen und der Anlehnung an den Westen der Weg in die Moderne geebnet werden. Auch wenn der Kemalismus im türkischen Rechtsextremismus weit verbreitet ist, so ist dieser für sich genommen nicht als rechtsextremistisch zu bewerten. Bei den meisten Kemalisten handelt es sich nicht um türkische Rechtsextremisten.

Aufbauend auf diesen Aspekten streben die „Grauen Wölfe“ nach dem Großreich „Turan“. Je nach ideologischer Lesart orientiert sich dieses an historischen Grenzen oder geht noch darüber hinaus und soll alle Siedlungsgebiete der Turkvölker umfassen.

So wurde Muhsin Yazıcıoğlu, der Gründer der extrem nationalistischen türkischen „Partei der Großen Einheit“ (BBP) mit den Worten zitiert:

„Ich sehne mich nach einer geeinten türkischen Welt, die von der Adria bis zur chinesischen Mauer reicht.“

(Zitat auf der Facebook-Seite eines ANF-Funktionärs, vom 24. März 2021)

Mit diesen Vorstellungen geht ein extremes Nationalbewusstsein einher, in welchem das Türkentum als übergeordnete Nationalität und Kultur angesehen wird. Ergänzt wird diese ideelle Überlegenheitsvorstellung durch die Herabwürdigung diverser vermeintlicher

Gegner des Türkentums, wie beispielsweise Armenier, Griechen, Juden, Kurden oder die USA. » Source: Bundesamt für Verfassungsschutz (BfV), Türkischer Rechtsextremismus - Die „Grauen Wölfe“ in Deutschland, septembre 2023: <https://www.verfassungsschutz.de/Shared-Docs/hintergruende/DE/auslandsbezogener-extremismus/tuerkischer-rechtsextremismus-in-deutschland.html>

Bianet, 22 mai 2024:

« Seven members of the ultranationalist Grey Wolves group in Kayseri have received prison sentences in the case concerning a 2022 assault on local journalist Asım Deniz and a former member of the Nationalist Movement Party (MHP), affiliated with the Grey Wolves.

After Sedat Kılınç, a municipal council member of the Kocasinan district, resigned from the party, he and the journalist were attacked by a group of Grey Wolves members who stormed the Deniz Postası TV studio.

The Kayseri 1st Heavy Penal Court on May 10 sentenced Ozan Kardemir, Onur Akça, Oğuzhan Karaerik, Mustafa Önal, Furkan Yavuz, Alparslan Türkeş İnce, and Abdulkadir Ekici to 11 years and 4 months each.

The sentences were issued for 'simple injury' and 'violation of workplace inviolability by force or threat' against Azim Deniz, and for 'deprivation of liberty by force, threat, or deceit' against Sedat Kılınç. Additionally, both individuals were acknowledged for the 'chain restriction of freedom of belief, thought, and conviction.'

The court imposed a travel ban on the defendants until the sentences are finalized and enforced.

However, Ali Çelik, the former head of the Ülkü Ocakları in Kayseri, who is accused of organizing the attack and whose vehicle was at the scene, was not prosecuted due to insufficient evidence. Ali Çelik currently serves as the Deputy Chairman of the Ülkü Ocakları.

The convicted individuals are involved with various positions in the Ülkü Ocakları of Kayseri and its districts.

“50 people attacked, only 7 prosecuted”

Azim Deniz, in a phone interview with bianet, expressed that the sentences should have been harsher. He explained that because the attack occurred before the broadcast started, the court acquitted the defendants of 'violating freedom of communication.'

"Even though the broadcast was pre-announced and planned, we couldn't air it. The penalty for 'violating freedom of communication' can be up to three years in prison. The court should have issued sentences for this charge as well," Deniz said. Reflecting on past attacks on journalists, he added, "At least the perception of impunity has been broken."

Deniz emphasized that not all attackers or the instigator were prosecuted:

"There were exactly 50 people. Security camera footage confirms this. The police didn't identify any of them. They gave excuses like 'we can't identify them, we don't know, it's not clear in the footage.' They only found seven people.

"The attack was organized by Kayseri Ülkü Ocakları President Ali Çelik. He did it for his personal gain. But he wasn't even included in the case. He was only questioned. He was there, his car was there, there's even an HTS record. He was personally managing the operation. But he said, 'I was just passing by, getting gas. I have nothing to do with the incident' and was released.

"I feel sorry that only seven young people's lives have been ruined. They come from a tradition, doing what they were told. Those who misguided them should be ashamed."

The lawyers representing the defendants refused to comment when contacted by bianet.

Ali Çelik with Kayseri Provincial Police Chief Kamil Karabörk a year after the attack. Karabörk is now the Provincial Police Chief of Mersin.

"This case stands out among media attacks"

Özgür Öğret, the Turkey representative for the Committee to Protect Journalists (CPJ), welcomed the court's decision to convict the attackers.

"This ruling is a step in the right direction in the fight against impunity for violence against the media in Turkey," said Öğret. However, he highlighted the issue of unprosecuted attackers:

"In Turkey, we often see impunity for attacks on the media. Therefore, any court decision that breaks the perception of protection for attackers is a positive step. The attack on Deniz Postası studios in Kayseri in 2022 was a highly organized and overt assault, involving dozens of people, distinguishing it from most other media attacks.

"Unlike cases where journalists are ambushed by one or a few people, this was an unacceptable lynching attempt carried out with boldness. It is particularly important that such audacity does not go unpunished. We will closely follow how the appeal process unfolds and whether other responsible parties will be included in the case." » Source: Bianet, Grey Wolves members receive prison sentences for attack on Journalist, 22 mai 2024: <https://bianet.org/haber/grey-wolves-members-receive-prison-sentences-for-attack-on-journalist-295659>

European Parliament, 10 novembre 2020:

« The Grey Wolves organisation is regarded as the armed wing of the MHP (Turkey's Nationalist Movement Party) and during the 1970s and 1980s it committed acts of violence on the streets of Turkey, when its members often clashed with political opponents.

For decades, the Grey Wolves have become established in several European countries (Austria, France, Germany, etc.), creating networks of thousands of people and developing a strong influence in the various Turkish communities across Europe. [...] » Source:

European Parliament, Inclusion of Grey Wolves on EU terrorist list, 10 novembre 2020:
https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2020-006101_EN.html

France 24, 18 juin 2021:

« Alors qu'il est menacé d'interdiction par le pouvoir, le principal parti kurde de Turquie, le Parti démocratique des peuples (HDP) qui compte des dizaines de députés et de maires dans le pays, a été la cible d'une attaque meurtrière, jeudi 17 juin, à Izmir, dans l'ouest du pays.

Un homme armé s'est introduit dans le siège local de la formation et a tiré à plusieurs reprises sur Deniz Poyraz, une militante âgée de 40 ans qui était en train de cuisiner un plat pour le soir.

Le suspect, un employé "démissionnaire" du secteur de la santé" selon le bureau du gouverneur d'Izmir, a été arrêté peu après l'attaque. Il avait aussi tenté d'incendier le bureau de la permanence. Lors de son premier interrogatoire, il a déclaré que "son objectif était de trouver quelques personnes à cet endroit", soulignant que "s'il y avait eu d'autres individus, il leur aurait également tiré dessus."

Si Deniz Poyraz a perdu la vie dans l'attaque, le bilan aurait pu être bien plus lourd. Le co-président du HDP, Mithat Sancar, a en effet affirmé à la presse qu'une réunion regroupant 40 cadres du parti devait avoir lieu dans le bureau d'Izmir, mais elle avait été annulée peu avant l'attaque, sans lien avec une quelconque menace.

Des "discours aux accents haineux, intolérants et vengeurs"

Ce crime intervient dans un contexte tendu autour du HDP, qui a appelé à des manifestations pour protester contre l'attaque. Le parti, la troisième force du pays, est fréquemment la cible d'attaques verbales émanant du camp du président Recep Tayyip Erdogan et de son partenaire de coalition informelle, le Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite).

Le chef de l'État en personne accuse depuis plusieurs années le HDP d'être la "vitrine politique" et d'agir comme une "extension" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le mouvement séparatiste kurde listé comme terroriste par Ankara, mais aussi par les États-Unis ou encore l'Union européenne. Et ce, malgré les démentis catégoriques du HDP.

Selon les médias turcs, le suspect, qui a indiqué aux enquêteurs "n'avoir aucun lien avec qui que ce soit", a affirmé être entré "dans le bâtiment parce qu'il déteste le PKK".

Depuis l'annonce de son arrestation et la révélation de son identité par les médias locaux, de nombreuses photographies du suspect circulent sur les réseaux sociaux, dont certaines le montrent armé et en tenue paramilitaire en Syrie voisine. Un autre cliché le montre faisant le signe de ralliement des Loups gris, le groupe ultranationaliste turc, souvent utilisé par les partisans du MHP. De son côté, le parti d'extrême droite a qualifié l'attaque contre le bureau du HDP de "complot" visant "à tester les nerfs de la société turque".

"Il est indéniable qu'une partie de la société turque est mobilisée par certains discours aux accents haineux, intolérants et vengeurs émanant des élites politiques du pays", indique Adel Bakawan, spécialiste des questions kurdes et directeur du Centre français de recherche sur l'Irak (CFRI), interrogé par France 24. "Ces élites essaient de mettre en place des stratégies d'instrumentalisation identitaire, sociale, culturelle et ethnique qui mettent en danger la cohésion sociale en Turquie".

Peu après l'assassinat de Deniz Poyraz, le HDP a accusé le gouvernement et le parti au pouvoir, l'AKP du président Recep Tayyip Erdogan, et ses alliés, d'être responsables de l'attaque.

"Notre amie, Deniz Poyraz, a été assassinée dans l'attaque perpétrée dans notre bureau du district d'Izmir. L'instigateur et le commanditaire de cette attaque brutale est le gouvernement AKP-MHP et le ministère de l'Intérieur qui prennent constamment pour cible notre parti et nos membres". [...] » Source : France 24, Turquie : l'assassinat d'une militante kurde, conséquence de la diabolisation du HDP ?, 18 juin 2021: <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20210618-turquie-l-assassinat-d-une-militante-kurde-cons%C3%A9quence-de-la-diabolisation-du-hdp>

Gazete Duvar, 11 avril 2022:

« Members of the fascist group Greywolves attacked a group of university students who performed the traditional halay folk dance to a piece of Kurdish music in Turkey's southern province of Karaman.

The attack occurred at the premises of Karamanoğlu Mehmet Bey University on April 1, daily Evrensel reported on April 10.

Assailants who described themselves as "Karamanoğlu Mehmetbey Ülkücüleri" (Greywolves) reportedly locked the Kurdish students in a depot and beat them up. They seized the students' mobile phones and made them write "We apologize to the Turkish public due to our immoral behavior" on their social media accounts.

One of the beaten students has reportedly left Karaman and gone back to his hometown due to the trauma inflicted by the attack.

The attack was brought to the agenda of parliament by Peoples' Democratic Party (HDP) MP Ömer Faruk Gergerlioğlu. In an address to the General Assembly of parliament, Gergerlioğlu said the incident shows that the Kurdish issue has not been resolved in the country.

"When it comes to speaking, they say, 'We have solved the Kurdish problem in the country.' But look, a young man left his university and went back to Diyarbakır because he danced halay to a Kurdish song. Has the Kurdish problem been solved in the country; is this possible? This explicitly shows that the issue has not been resolved," Gergerlioğlu said.

The MP also showed a social media post shared by the Greywolves members reading: "Welcome to the university where those who betray the country cannot hold a pen."

The Diyarbakır Bar Association also released a statement on April 7 that they will follow up on the issue for an “effective investigation process to be conducted.”

In its statement titled “We condemn the racist attack against Kurdish identity and language,” the bar said that “discriminatory policies” and “the widely used polarizing language” are behind these attacks. “We remind judiciary authorities that an effective investigation needs to be conducted for such attacks not to occur again,” it said.

The Karaman Governor's Office announced that an investigation was launched after the parents of one of the beaten students filed a complaint to Presidency's Communication Centre (CİMER). The governor's office also claimed that “no incident or problem” had occurred on the university premises.

“After the halay images of the students were shared on social media, a group of 10-15 people, who were not dormitory students, came to in front of the dormitory at about 12 a.m. After the dormitory manager and dormitory security staff notified the police, the group was dispersed by the police without an incident. As it can be seen clearly, no incident or problem occurred at the dormitory,” it said.

Meanwhile, the university's rector Prof. Dr. Namık Ak on April 6 visited the Ülkü Ocakları (Greywolves) branch of Karaman. » Source: Gazete Duvar, Fascist group attacks students for dancing halay to Kurdish music in southern Turkey, 11 avril 2022 : <https://www.duvarenglish.com/turkish-fascist-group-greywolves-attacks-students-for-dancing-halay-to-kurdish-music-in-southern-turkey-news-60791>

HRW, 29 juillet 2020:

« There is credible evidence that Turkish police and community “night watchmen” have committed serious abuses against at least fourteen people in six incidents in Diyarbakır and İstanbul in the last two months, Human Rights Watch said today.

The cases illustrate a worrying pattern of violent arrest, beatings, and other abuse that seems to be part of an increase in violent treatment in custody. They should be fully investigated. In four of the cases, the authorities have publicly refuted or countered allegations of abuse rather than making a commitment to investigate them. In recent days, media outlets released video footage and reports that appear to show three more cases in other Turkish cities. Because of the time frame, Human Rights Watch has not been able to investigate them.

“The immediate knee-jerk denial of police wrongdoing when faced with reports of police violence, torture, and ill-treatment – specifically in recent incidents in Diyarbakır – is sadly familiar, but not acceptable,” said Tom Porteous, deputy program director at Human Rights Watch. “Turkish authorities should immediately investigate these credible allegations of serious abuse and hold those responsible accountable.”

In two incidents, police officers set police dogs on people in their homes, leaving them with bite marks on their limbs. In two others, involving the detention of suspects in the fatal shooting of police officers, images of the detainees with signs of having been

beaten and otherwise abused were posted on private social media accounts. In all cases, the authorities have claimed – without evidence – that those alleging police ill-treatment violently resisted arrest and the police. [...]

There has been a marked resurgence of police torture and ill-treatment in custody over the past five years and in particular since the failed coup attempt in Turkey in 2016. Lack of condemnation from higher officials and a readiness to cover up allegations rather than investigate them has resulted in widespread impunity for security forces. There has been no justice for victims in cases of torture and other abuse documented by Human Rights Watch in recent years, and Turkey has a long and poor history of tolerating torture and invoking superficial denials and unconvincing explanations of how detainees have been seriously injured or died in custody.

Opposition members of parliament have frequently submitted written parliamentary questions regarding torture or ill-treatment. The Interior and Justice Ministries have not responded to most questions, although under parliamentary rules they are obligated to do so within 15 days. In one answer to a question about the torture of 55 men and women in the southeastern province of Şanlıurfa in May 2019, the Interior Ministry simply dismissed the allegations as “baseless statements and smear campaigns against the security forces.” The complaints have not been investigated.

“Widespread impunity for abuses by security officers sends a message that they are above the law and encourages them to abuse detainees,” Porteous said. “Turkey’s president and interior minister need to state publicly in unconditional terms that Turkey will abide by the absolute prohibition of torture and ill-treatment and bring those responsible for abuse to justice.” » Source: Human Rights Watch (HRW), Turkey: Police, Watchmen Involved in Torture, Ill-Treatment, 29 juillet 2020: <https://www.hrw.org/news/2020/07/29/turkey-police-watchmen-involved-torture-ill-treatment>

Gareth Jenkins, 1er mai 2008:

« On April 23 the Turkish Council of State ordered former Interior Minister Mehmet Agar to stand trial for allegedly “forming a criminal organization” in the dirty war against the Kurdistan Workers’ Party (PKK) during the 1990s, a period most Turks refer to as the “Susurluk” era. It will be the first time a former government minister has faced charges related to one of the darkest chapters in recent Turkish history, the repercussions of which still haunt Turkey today.

During the late 1980s and early 1990s, when the PKK’s first insurgency was at its peak, there were frequent rumors that the Turkish state was conducting a campaign of torture and assassination against suspected PKK sympathizers, including the formation of death squads and the recruitment of ultranationalist hitmen from the Turkish underworld. No unequivocal evidence could ever be produced and the claims were routinely dismissed by the Turkish authorities as PKK propaganda.

However, in the early evening of November 3, 1996, a truck pulled out of a gas station into the path of a speeding Mercedes just outside the town of Susurluk in western Anatolia. Three of the four passengers in the car were killed instantly and the fourth seriously injured. When local journalists arrived at the scene to cover what they had

assumed was another traffic accident, they discovered that the three dead were Huseyin Kocadag, a prominent police chief; Abdullah Catli, a wanted Mafia hitman and convicted heroin smuggler who was carrying six different sets of identity documents issued by the Turkish authorities; and Catli's mistress, Gonca Us, a former beauty queen. The injured passenger was Sedat Bucak, a member of parliament for the ruling True Path Party (DYP) and the leader of a Kurdish clan which was one of the main contributors to the pro-state militia known as "Village Guards," used by the government in its war against the PKK. In the trunk of the Mercedes the journalists found a small arsenal of weapons, including several handguns fitted with silencers.

On November 8, 1996, Agar resigned as Interior Minister following allegations that he had provided false documents for Catli, including signing his gun permit. But his parliamentary immunity meant that Agar was able to avoid prosecution. Under intense public pressure, the government grudgingly agreed to a parliamentary inquiry. In the 350-page report published in April 1997, members of the parliamentary committee conducting the investigation repeatedly complained that they were prevented from having access to documents and interviewing state officials believed to have been involved. The inquiry nevertheless uncovered enough evidence to demonstrate that the victims of the traffic accident in Susurluk were just part of a vast matrix of security and intelligence officials, ultranationalist members of the Turkish underworld and renegade former members of the PKK.

During the course of the parliamentary inquiry, officials from Turkey's National Intelligence Organization (MIT) admitted that they had started recruiting ultranationalist members of the Turkish underworld in the early 1980s. In return for immunity from prosecution for their other activities—such as trafficking heroin through Turkey into Western Europe—ultranationalists in the Turkish Mafia had been used first to assassinate members of the militant Armenian Secret Army for the Liberation of Armenia (ASALA) and then, particularly from the late 1980s onward, suspected PKK members or sympathizers. Sometimes they clearly had an additional motive. In the early 1990s, after then Prime Minister Tansu Ciller warned that the Turkish state would punish those who financed the PKK, several leading ethnic Kurdish heroin traffickers were murdered, and their routes taken over by members of the ethnic Turkish underworld.

But "Susurluk" was more of a culture of immunity than a single network controlled by a specific power center. In addition to MIT, other branches of the security services were also running assassination campaigns. They included elements in the military, particularly those associated with what Turks call the "deep state," the Gladio-style covert networks originally established by NATO as stay-behind forces trained to conduct insurgent operations in the event of a communist takeover (see Terrorism Focus, January 29). One of the most active was Gendarmerie intelligence, officially known as Gendarmerie Intelligence and Anti-Terror (JITEM). The Interior Ministry also ran covert organizations, either on a local level or through specially formed units controlled from Ankara. Much of the funding for covert operations came from extra-budgetary funds which were free from any oversight. Similarly, many of the weapons used in covert operations were purchased and distributed secretly, often from the international black market.

Although the command structures of the covert organizations were usually staffed by long-serving security or intelligence officials, the assassinations themselves were often

carried out by former members of the PKK. Known in Turkish as “confessors,” they were offered immunity from prosecution or reduced jail sentences in return for switching sides and targeting their former comrades. In recent years, several former confessors have published accounts of their activities, relating how they would abduct, interrogate, torture and then execute suspected PKK sympathizers.

No reliable figures are available for the number of people who were killed or disappeared as the result of such operations, but it is conservatively estimated to be several thousand. Most of the killings occurred in the predominantly Kurdish southeast of Turkey, where self-censorship and pressure from the authorities ensured that most of the assassinations and disappearances received little or no coverage in the mainstream national press. The assassins were often imprisoned PKK militants, who had been released for a few hours to carry out the murder in return for a promise of early release from jail. Many of the killings occurred in broad daylight in front of witnesses, who were sometimes able to identify the assailant. Although relatives of the slain were frequently able to name the assassin, it was very rare for the Turkish authorities to investigate. Even today, the murders of thousands of suspected PKK sympathizers during the 1990s remain officially classed as “unsolved.”

However, not only did the Susurluk accident occur in western Turkey—where it was much more difficult for the authorities to control the media—but it came at a time when the PKK was already in retreat on the battlefield. As the perceived threat from the PKK diminished, what had always been a very tenuous central control over the various groups and individuals recruited for the assassination campaigns declined still further. Many began to concentrate more on making money—particularly through extortion and narcotics trafficking—than on combating the PKK. The result was the emergence of rival factions and turf wars, which frequently descended into violence as competing groups started to target each other. But, even if they were now more criminal rather than covert organizations, they could still usually rely on the protection of the state to keep them out of jail. Although there were a number of prosecutions in the years immediately following the Susurluk accident, most of the accused were relatively low-level operatives and were either acquitted or received very light prison sentences.

Nevertheless, the arrests in January of an ultranationalist gang called Ergenekon demonstrated that Susurluk still has the ability to cast a shadow over Turkish politics. Several of the leading members of Ergenekon were among those named in the parliamentary investigation into Susurluk in 1997, even if they have recently started targeting what they regard as the anti-secularist Justice and Development Party (AKP) rather than the separatist PKK. However, unlike in the 1990s and despite the claims of many in the Islamist media, rather than being a product of elements in the Turkish security apparatus, Ergenekon appears to have been born of frustration at the perceived failure of the same forces to confront the AKP; prompting a handful of remnants from the Susurluk era to try to take matters into their own hands.

The presence in the Ergenekon gang of so many figures familiar from Susurluk has underlined the extent to which the majority of those responsible for the darkest chapter in what remains the largely untold story of Turkey’s war against the PKK have escaped judicial retribution. For several years, it appeared as if Agar would avoid ever having to appear in court. It was only when he failed to retain his seat in the general elections of July 22, 2007, that he lost his parliamentary immunity and became vulnerable to prosecution. No politicians have yet been convicted for their role in the Susurluk scandal. But it is

unlikely that all were unaware of what was being done with the extra-budgetary funds and clandestinely acquired weapons that they channeled to the covert operations. It would be ironic if Agar now faces the prospect of a prison sentence when it was Tansu Ciller, the former DYP leader and prime minister from 1993 to 1995, who, on hearing of Catli's death, declared that those who killed for their country were as deserving of praise as those who died for it.

*Apart from the human cost of the dirty war of the 1990s, perhaps the most pernicious legacy of Susurluk is the damage it has done to the Turkish people's trust in their leaders. **Before a careless truck driver proved otherwise, many would have dismissed as absurd the suggestion that their government could be recruiting Mafia hitmen, running death squads and releasing convicted terrorists to conduct extrajudicial executions.** But, in a country which is always awash with improbable conspiracy theories, it is now so much more difficult to dismiss even the most outlandish; after all, at least one of them is known to have been true. » Source: Gareth Jenkins, Susurluk and the Legacy of Turkey's Dirty War, 1er mai 2008: <https://jamestown.org/program/susurluk-and-the-legacy-of-turkeys-dirty-war/>*

MEE, 16 novembre 2020:

« L'initiative du gouvernement français d'interdire les Loups gris, organisation turque d'extrême droite, a provoqué la colère et la confusion en Turquie.

Cette décision est survenue après la profanation du mémorial du génocide arménien près de la ville de Lyon la semaine dernière. Les mots « Loups gris » et les initiales du président turc Recep Tayyip Erdoğan avaient été tagués dessus.

Cette interdiction, qui a été entérinée mercredi, signifie que toute activité ou rencontre du groupe pourrait conduire à une peine d'emprisonnement ou une amende.

Le gouvernement turc a réagi : le ministère des Affaires étrangères a affirmé jeudi qu'il apporterait « la réponse la plus ferme à cette décision ».

Mais il a aussi affirmé que l'organisation des Loups gris n'existait pas. [...]

Panturquisme

Les Loups gris sont le nom informel de l'organisation ultranationaliste Ülkü Ocakları (Foyers idéalistes), fondé dans les années 1960 par Alparslan Türkeş, un colonel impliqué dans le coup d'État de 1960 qui a renversé le Premier ministre Adnan Menderes.

Ülkü Ocakları est souvent désigné comme un mouvement de jeunesse ou de rue du Parti d'action nationaliste (MHP, également fondé par Türkeş), qui est actuellement allié au président turc Erdoğan.

Sur le plan idéologique, les deux organisations soutiennent le panturquisme, qui promeut l'unité des différentes nations turques à travers le monde.

Les Loups gris étaient à l'origine un groupe farouchement opposé au communisme, hostile à la démocratie, plaidant la violence contre ceux qu'ils considéraient comme les ennemis de la Turquie.

Ils sont responsables d'actes de violence, notamment des meurtres visant des militants de gauche, des communistes, des Kurdes, des Arméniens et d'autres minorités de Turquie. Il fut révélé plus tard que certains meurtres commis par des membres des Loups gris ont eu lieu en coopération avec l'Organisation nationale du renseignement (MIT).

Bien que le groupe soit principalement laïc, et en grande partie hostile à l'islamisme, ils prétendent défendre le caractère musulman sunnite de la Turquie et ont perpétré des actes de violence sectaire contre la minorité religieuse alévie du pays, notamment le tristement célèbre massacre de Maraş en 1978.

Depuis que Devlet Bahçeli a pris la tête du MHP, après la mort de Türkeş, le parti et les Loups gris se présentent comme des modérés, professant leur soutien à la démocratie libérale et modérant leur nationalisme ethnique manifeste, bien qu'il ne s'agisse que d'une façade, d'après leurs détracteurs.

Leur relation avec Erdoğan et le Parti de la justice et du développement (AKP, parti au pouvoir) est complexe. Pendant de nombreuses années, leurs relations ont été hostiles en raison de la répression visant les ultranationalistes qui a eu lieu au moment des procès Ergenekon à la fin des années 2000, tandis que le MHP s'est farouchement opposé à l'ouverture de négociations de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en 2013.

Cependant, la relation entre le MHP et l'AKP s'est améliorée depuis 2015, lorsque l'AKP est revenu sur de nombreuses réformes pro-Kurdes des années 2000 et s'est engagé dans une politique étrangère plus agressive tout en embrassant un discours nationaliste plus dur.

Les deux partis ont noué une alliance électorale qui dure depuis 2018, et le MHP a soutenu le vote « oui » au référendum de 2017 relatif au régime présidentiel d'Erdoğan.

Les partisans d'Ülkü Ocakları n'adhèrent pas à toutes les positions du MHP. Dix anciens dirigeants de l'organisation ont publiquement invité à voter « non » à ce référendum. [...] » Source: Middle East Eye (MEE), Interdits en France, les Loups gris gagnent du terrain en Europe, 16 novembre 2020: <https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/qui-sont-les-loups-gris-et-pourquoi-sont-ils-interdits-en-france>

Medyanews, 29 septembre 2024 :

« A petition calling for a ban on the ultra-nationalist Turkish group known as the Grey Wolves is gaining traction, highlighting concerns about the group's alleged extremist activities and influence in Europe.

The campaign follows a recent violent attack on Kurdish families returning home from Newroz celebrations in Leuven, Belgium. The attackers beat and stabbed several Kurds and tried to force their way into a house where dozens had sought refuge. [...]

At the heart of the Grey Wolves' ideology is the staunch promotion of Turkish ethnicity, culture and national identity, often at the expense of minority groups within Turkey and beyond. Their pledge of allegiance includes a commitment to fight the perceived threats

of communism, capitalism, fascism and imperialism, with the aim of achieving a nationalist Turkey and the broader concept of Turan. Critics argue that this pledge, with its militant undertones, is incompatible with the principles of a democratic society.

Of particular concern is the movement's ideology, which emphasises Turkish supremacy while vilifying a wide range of 'internal' and 'external' enemies, including Kurds, Greeks, Armenians, Jews, Europeans, Chinese, Americans and the Vatican. Such divisive rhetoric is seen as a direct challenge to the values of diversity and democracy cherished in the Federal Republic of Germany.

The petitioner, voicing concerns shared by many affected by the actions of the Grey Wolves, argues that the organisation's activities have instilled fear and concern among non-Turkish communities. They assert that it is imperative for society to take a firm stand against the Grey Wolves in order to ensure the safety of communities and to uphold democratic values." Source: Medyanews, Calls to ban ultra-nationalist Turkish group Grey Wolves spark petition, 29 septembre 2024: <https://medyanews.net/calls-to-ban-ultra-nationalist-turkish-group-grey-wolves-spark-petition/>

RTBF, 6 juillet 2024:

« Qui sont les "Loup Gris" ?

Les Loups gris (Bozkurtlar en turc), ou "Foyer de l'idéalisme" (Ülkü Ocakları en turc), sont une organisation nationaliste fondée dans les années 1960. Leur histoire est intimement liée au Mouvement nationaliste turc (Milliyetçi Hareket Partisi, MHP), un parti ultranationaliste allié à l'AKP de Recep Tayyip Erdoğan. Créés par le colonel Alparslan Türkeş, les Loups gris sont initialement la branche paramilitaire du MHP. Ils se distinguent par une idéologie néofasciste mêlant nationalisme turc extrême, panturquisme (l'unité des peuples turcophones), et anticommunisme. Ils s'opposent fermement au marxisme, au socialisme et à toute autonomie kurde ou minoritaire en Turquie.

Les "années de plomb" à la turque

Durant les années 1970, les Loups gris sont été impliqués dans de nombreuses violences, attaques et actes de terrorisme contre les communistes, les socialistes et les minorités, en Turquie et à l'étranger. Le coup d'État militaire de 1980 a conduit à l'arrestation de nombreux membres, mais certains ont échappé et poursuivi leurs activités.

Après cette période de répression, le MHP et les Loups gris sont revenus en force. Le MHP est devenu un parti influent, souvent en coalition avec d'autres partis de droite. Les Loups gris ont étendu leur réseau, infiltrant divers secteurs de la société, des services secrets à l'armée, en passant par la police.

En Europe, leur influence s'est également fait sentir dans les communautés turques, souvent accusés d'actions violentes et de tentatives d'assassinat, comme celle contre le pape Jean-Paul II en 1981 par Ali Ağca. Certains pays, comme la France et l'Allemagne, ont interdit les Loups gris en raison de leurs activités extrémistes et des menaces qu'ils représentent pour la sécurité publique.

Aujourd'hui, l'organisation reste très active, notamment dans les milieux étudiants et au sein de diverses organisations sociales et culturelles, continuant à promouvoir leur

idéologie nationaliste. » Source: Radio-télévision belge de la Communauté française (RTBF), Quand l'extrême droite flirte avec le football : qui sont les Loups gris, célébrés par Merih Demiral lors de son but contre l'Autriche à l'Euro, 6 juillet 2024: <https://www.rtb.be/article/quand-l-extreme-droite-flirte-avec-le-football-qui-sont-les-loups-gris-celebres-par-merih-demiral-lors-de-son-but-contre-l-autriche-lors-de-l-euro-11400365>

VOA, 9 décembre 2020:

« A shadowy Turkish ultra-nationalist group is under increasing scrutiny in Europe after French officials banned them for violent actions and inciting hate speech in November.

The Grey Wolves have been operating inside Turkey for decades and have been accused of politically motivated violence mainly against left-wing leaders, ethnic Kurds and Turkey's Alevi sectarian minority. [...]

Grey Wolves in Turkey

The Grey Wolves is an informal name of the ultra-nationalist organization called Ülkü Ocakları (Idealist Hearths). As a political movement, it is mostly referred to as Ülkücü Hareket or the Idealist Movement.

In 1968, Idealist Hearths was founded as the militant youth wing of the far-right Nationalist Movement Party (MHP), currently a political ally of Erdogan's ruling Justice and Development Party (AKP).

Over the years, the group was reportedly involved in politically motivated violence in Turkey, mainly against leftist political leaders and ethnic and religious minorities.

On November 30, the Turkish daily Haberturk quoted an anonymous MHP source who denied reports that Idealist Hearths was operating outside of Turkey. However, "Turkish Federation is important for us abroad," the source said.

Turkish Federation is an umbrella organization of several Turkish diaspora groups affiliated with MHP. While the group is often seen as an extension of the Grey Wolves abroad, its members deny such accusations.

"Today, there is no such organization, and the wolf salute is a symbol that everyone uses," Orhan Ilhan, head of the France Turkish Federation, told VOA.

However, according to Kemal Can, a columnist for Istanbul-based online news website Gazete Duvar and an author on the MHP's history, Turkish nationalists sympathetic to the Grey Wolves remain active in Europe under different organizations.

"The absence of an official organization named the Grey Wolves in Europe does not mean that there is no political movement that calls itself the Grey Wolves," Can told VOA, referring to the Turkish Federation. [...] » Source: VOA, Shadowy Turkish Ultra-Nationalist Group Under Scrutiny in Europe, 9 décembre 2020: <https://www.voanews.com/amp/extremism-watch-shadowy-turkish-ultra-nationalist-group-under-scrutiny-europe/6199344.html>

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faïtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site www.osar.ch/publications. La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse www.osar.ch/newsletter.